Point de vue. La faim dans le monde : quels modèles agricole et alimentaire ?

jeudi 20 octobre 2011, par Yveline Nicolas

La production alimentaire croît plus vite que la population mondiale, mais au prix d'une érosion des ressources naturelles (sols, eau, biodiversité). La faim et la malnutrition restent massives dans les pays les plus pauvres, touchant particulièrement les couches défavorisées, les femmes et les enfants. Premier risque sanitaire dans le monde, la faim tue chaque année plus de personnes que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis.
Dans les pays riches, une nourriture industrielle déséquilibrée favorise de nombreuses maladies.
Une agriculture et une alimentation « durables » supposent à la fois des politiques agricoles, agroalimentaires et commerciales équitables, des investissements significatif, notamment dans des techniques agro-écologiques, une reterritorialisation des activités - les pays pauvres dépendants des importations étant les plus touchés. Une exigence de plus en plus mise en avant par les organisations de la société civile : le droit à la souveraineté alimentaire impliquant la sortie des biens alimentaires des marchés spéculatifs et de la financiarisation, entrainant une volatilité des prix renforcée par l'intégration progressive des marchés agricoles et des marchés de l'énergie, du carbone et des agrocarburants.

Sommaire de cet article

- Etat des lieux : augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim
- Les causes de la faim et de la malnutrition
- Faits et chiffes
- Quelles propositions ?
- Bibliographie
- Campagnes et actions collectives

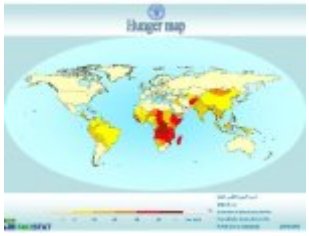
Etat des lieux : augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim

En quarante ans, la production agricole a été multipliée par 2,6, fournissant en moyenne 2700 kilocalories par jour par habitant-e, contre 2450 Kcal/j pour 2,5 milliards de personnes en 1950.

Mais cette moyenne cache de fortes disparités. Environ 15 % de la population mondiale ne mange toujours pas à sa faim : petits agriculteurs, ruraux sans terre, éleveurs, nomades, pêcheurs, couches défavorisées en milieu urbain… Parmi eux, une majorité de femmes. En effet, bien qu'assurant la majeure partie de la production agricole et alimentaire dans le monde, les femmes ont un accès réduit à la propriété foncière (moins de 2 % des terres), à la formation, au crédit. En milieu urbain, le pourcentage de femmes cheffes de familles monoparentales en situation de précarité économique s'est considérablement accru ces dernières années. L'instabilité des prix a des répercussions particulièrement importantes sur les paysann-es et les consommateur-trices les pauvres, dont une part importante du budget est consacré à l'alimentation.

Depuis une vingtaine d'années, des techniques agricoles comme la révolution verte en Asie ont accru la productivité, mais au détriment du capital naturel. Erosion et salinisation des sols,

désertification, pollutions par les pesticides et les engrais chimiques, épuisement des nappes phréatiques… compromettent maintenant le développement de la production à long terme. Or la population mondiale, qui tend à se concentrer dans les villes, aura besoin de 55 % de nourriture en plus en 2030. Répondre à une telle demande implique un recours plus important à l'irrigation, qui assure déjà 40 % de la production agricole, utilisant les trois-quarts de la ressource mondiale en eau douce. Les surfaces n'étant pas extensibles, c'est la productivité agricole qui devra encore augmenter (de 56 % d'ici 2030, selon, la FAO, Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation).



Carte de la faim et de la sous-nutrition dans le monde. Source : FAO

Deux milliards d'êtres humains sont actuellement mal nourris (*mal-nutrition*), vivant avec moins de deux dollars par jour et un apport énergétique inférieur à 2 700 Kcal. Depuis plusieurs années le chiffre officiel des personnes souffrant de la faim (*sous-nutrition*, moins de 1 800 kcal) était de l'ordre de 853 millions. Ce chiffre relativement stable malgré l'augmentation de la population - 80 millions de naissances chaque année - a dépassé en 2009 le milliard (1023 millions), en raison des conséquences de la crise alimentaire mondiale et de la flambée des prix alimentaire 2006-2008, suivi par une crise financière et économique. D'après la FAO, il a légèrement baissé en 2010 (925 millions).

Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim et le manque de nourriture tue 25 000 personnes par jour, soit 9 millions par an… La faim hypothèque gravement les générations futures : les carences en nutriments essentiels dans les premiers mois de la grossesse ont un impact sur la santé des enfants et sur leurs capacités à venir. En période de crise, la mortalité des nouveau-nés filles augmente plus que celle des garçons.

89% des personnes souffrant de la faim, soit 750 millions, vivent dans des pays d'Asie et d'Afrique. Dans quinze pays africains, la faim touche plus de 35% de la population. La majeure partie des 75 millions de personnes supplémentaires qui souffrent de la faim depuis 2007 vivent dans la région Asie-Pacifique (+ 41 millions), l'Afrique sub-saharienne (+24 millions) et l'Amérique Latine (+6 millions), et enfin le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (+4 millions. Chiffres 2008, FAO. Actualisation annuelle des chiffres, consulter "L'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde", FAO)
A noter : la FAO a entrepris une révision de ses modes de calculs concernant la faim dans le monde. Aucune estimation n'a été donnée en 2011.]

Les causes de la faim et de la malnutrition

Les causes de la faim sont multiples : économiques, commerciales, politiques et géostratégiques, sociales, environnementales… Elles se renforcent mutuellement, aboutissant à des situations de fragilité qu'une crise spécifique - comme une hausse des prix - peut exacerber : on l'a vu avec les émeutes de la faim en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud en 2006-2008, qui ont obligé les Etats et

les institutions internationales comme la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) à prendre des mesures d'urgence.

A l'époque, la flambée des prix du carburant, des engrais et des produits alimentaires a précipité la crise. Les prix alimentaires ont augmenté de 52 % entre 2007 et 2008, notamment ceux des céréales de base, blé, riz, maïs et le prix des engrais presque doublé. Cette tendance à la hausse est liée à plusieurs facteurs. Les plus récents sont la spéculation des banques et fonds de pension échaudés par la crise de l'immobilier qui se reportent sur les matières premières agricoles, la crise énergétique (raréfaction du pétrole et compétition internationale pour le contrôle de cette ressource fossile), l'extension des surfaces cultivées pour les agro-carburants. La forte demande des pays émergents, particulièrement la Chine, renforce le déséquilibre, tout comme l'utilisation massive du soja par les pays riches comme source de protéines pour l'alimentation de leurs animaux d'élevage.

Depuis quelques années, le phénomène de "l'accaparement des terres" s'accélère. Appelé par euphémisme « transactions foncières à grande échelle », "cessions d'actifs à des investisseurs étrangers", l'accaparement fait surtout figure de nouveau colonialisme. Les produits agricoles et alimentaires sont devenus des produits d'investissements, leurs prix flambent régulièrement. Des fonds de pension, des entreprises, des Etats (la Chine, l'Arabie Saoudite..) achètent ou louent des milliers d'hectares pour les exploiter à des fins alimentaires, minières, énergétiques, de tourisme… Les populations pauvres du Soudan sont ainsi approvisionnées par l'aide alimentaire extérieure alors que des millions d'hectares sont exploités par des acteurs étrangers. Il en est de même en Ethiopie, à Madagascar, au Laos… Au moins 200 millions d'hectares ont déjà été « accaparés » depuis 2000 dans le monde, soit l'équivalent de quatre fois la superficie de la France. D'après le rapport 2010 de la Banque mondiale, les transactions de terres agricoles ont porté sur 45 millions d'hectares en 2009, soit 10 fois plus de surfaces qu'au cours de la décennie écoulée. Lire l'intégralité de notre article à ce sujet

[(**Emeutes de la faim : les femmes en première ligne** Entre février et mai 2008 des émeutes de la faim ont éclaté dans les pays du Sud en raison de la flambée du prix des aliments de base. Bien que peu mediatisées, des groupes de femmes ont été en première ligne. Ne parvenant plus à nourrir leurs familles, confrontées à la faim de leurs enfants, elles sont sorties dans la rue pour manifester leur désarroi face à une situation qui les rend encore plus vulnérables, alors même que nombre d'entre elles sont les premières actrices du système agricole particulièrement en Afrique. A télécharger : le bulletin de Genre en Action *Genre et sécurité alimentaire, les inégalités face à la faim*

Les prix alimentaire ont ensuite connu une baisse globale de 30% depuis juin 2008, mais ils continuent à dépasser en moyenne les niveaux de 2006, et n'ont baissé que de 12 à 14% dans les pays en voie de développement. Le prix des aliments de première nécessité n'ont pratiquement pas baissé dans nombre de pays pauvres (FAO, mai 2009).

Depuis des années, des organisations de solidarité internationale attirent l'attention sur l'impact négatif de la libéralisation du commerce agricole mondial au profit de quelques grands pays exportateurs, qui conduit à la mise en concurrence de millions de petits paysans et paysannes avec des agricultures industrielles largement subventionnées. Résultat : au moins 86 pays ne produisent plus de quoi nourrir leur population et sont dépendants d'importations. Le commerce international agricole concerne moins de 20 % des produits. Mais, en l'absence de mécanismes de régulation et de stabilisation des cours et de protection des frontières, il constitue un facteur de déstabilisation des marchés.

Coup de théâtre : dans un rapport paru en septembre 2007, la Banque mondiale, après des

décennies passées à encourager les Etats et acteurs de la coopération à sacrifier les paysanneries au nom d'une doctrine de l'ajustement structurel, des avantages comparatifs, des équilibres budgétaires, affirmait désormais le caractère essentiel des systèmes agricoles locaux pour prévenir ou s'adapter au changement climatique, la nécessité de revaloriser les paysan-nes pour lutter contre la pauvreté, l'urgence de politiques agricoles nationales solides, etc.

Les politiques agricoles visant à soutenir les petits producteurs et productrices, l'accès aux moyens et aux ressources (terres, semences, formations, crédit…) sont donc de nouveau considérées comme un enjeu majeur. Or, la part du soutien à l'agriculture dans les dépenses publiques a constamment reculé entre 1980 et 2004 en Afrique (de 6,4 % à 5 %), en Amérique Latine (de 14,8 à 7,4 %), en Asie (de 8 à 2,7 %) ! Pourtant, d'après la FAO, 30 milliards de dollars par an suffiraient *pour assurer la sécurité alimentaire et relancer le secteur agricole longtemps négligé des pays les plus touchés*.

Faits et chiffes

L'article 25-1 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme indique que *tout individu a droit à un niveau de vie adéquat pour sa santé et son bien-être personnel ainsi que celui de sa famille, y compris à la nourriture*.

Chiffres

– 2 milliards de personnes souffrent de malnutrition et 925 millions de la faim dont les trois-quarts en zone rurale au Sud et 10 millions dans les pays riches.
– Les deux tiers des personnes souffrant de la faim vivent dans sept pays (Bangladesh, Chine, République démocratique du Congo, Ethiopie, Inde, Indonésie et Pakistan) regroupent les deux tiers des affamés ; plus de 40 pour cent vivent en Chine et en Inde (FAO 2010)
– L'Asie et le Pacifique regroupent le nombre le plus important de personnes souffrant de la faim (580 millions en 2010) ; mais l'Afrique en compte le pourcentage le plus fort rapporté à sa population (30 % de la population).
– Vingt millions d'enfants de moins de cinq ans sont victimes de malnutrition aigue grave. La malnutrition aiguë sévère tue au moins un million d'enfants par an.
– 1 milliard de personnes sont en surpoids et 300 millions souffrent d'obésité (1,5 million d'enfants en France)

Causes de la faim

– Absence de politiques agricoles nationales et sous-régionales et de soutien à l'agriculture vivrière, pauvreté, inégalité d'accès aux ressources (terres, eau…), système commercial et financier international inéquitable, crise écologique (dont les phénomènes climatiques extrêmes), et de façon ponctuelle, catastrophes naturelles et conflits armés.

Objectifs internationaux

En 1996, le Sommet mondial de l'alimentation s'était engagé à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015. Cet objectif avait été repris lors du Sommet du millénaire en 2000 qui fixe 8 "objectifs du millénaire pour le développement" dont l'objectif 1 de réduction de moitié entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et la proportion de la population qui souffre de la faim.

– L'aide alimentaire : elle n'est utile qu'en cas d'urgence, sinon, comme les exportations subventionnées et à prix bradés des pays riches, elle déstructure les productions locales (lait,

céréales, poulet…) des pays défavorisés.
– La sécurité alimentaire est l'accès pour tous et toutes, à tout moment, à une nourriture en suffisance permettant de mener une vie saine et active.
– L'autosuffisance alimentaire est la capacité d'un pays (ou d'une sous-région) à satisfaire lui-même les besoins alimentaires essentiels de sa population.
– Le droit à l'alimentation : avoir un accès régulier permanent et libre soit directement soit au moyen d'achats monétaires à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne. *ONU, commission des droits de l'Homme sur le droit à l'alimentation, avril 2001, J. Ziegler, rapporteur spécial*
– La souveraineté alimentaire : droit des populations et des pays de définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles. Ces politiques doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique et ne pas menacer pas la souveraineté alimentaire d'autres pays.
http://www.pfsa.be

Les agrocarburants, un atout pour certains, une menace pour d'autres… Les agrocarburants apparaissent de plus en plus en compétition avec les surfaces destinées à la production alimentaire comme avec les forêts. D'après la campagne citoyenne du CCFD, Oxfam, Amis de la Terre, *Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde*, les agrocarburants menacent les populations locales et les cultures vivrières en accaparant la terre et les ressources naturelles. Or une directive européenne en discussion impose l'incorporation de 10 % d'agrocarburants dans la consommation énergétique des transports européens d'ici à 2020 et l'UE devra de plus en plus importer dans les pays du Sud au détriment des forêts tropicales et des terres agricoles.

De son côté la FAO a publié en 2008 une étude *Genre, équité et agrocarburants*, qui montre l'impact possible du développement des agrocarburants sur la situation des femmes. Ils demandent beaucoup d'intrants – terre, eau, engrais et pesticides – dont l'accès est déjà limité aux petits agriculteurs, dont les femmes. La conversion des terres pourrait entraîner le déplacement partiel ou total des activités agricoles des femmes vers des terres de plus en plus marginales. La diminution des ressources en bois et eau risque d'accroitre la charge de travail des femmes et les distances qu'elles parcourent à pied.

Quelles propositions ?

Puisque les causes de la mal-nutrition et de la sous-nutrition sont pluri-dimensionnelles, les solutions doivent l'être également. Une agriculture et une alimentation durables prendront en compte tous les aspects économiques, écologiques, sociaux, politiques…

La crise actuelle est triple : **énergétique** (hausse des prix du pétrole, modèle alimentaire gaspilleur - notamment la production de viande qui utilise des céréales qui pourraient être directement consommées par les êtres humains), **écologique** (changement climatique, désertification, érosion de la diversité biologique), **économique** et **politique** : spéculation financière, accaparement des terres, politiques publiques de dérégulation, de marchandisation des ressources agricoles, naturelles et alimentaires.

Un soutien urgent aux petit-es paysan-nes et à l'agriculture familiale et biologique

Des aides d'urgence doivent être mobilisées face aux crises. Mais il faut avant tout des politiques

agricoles et alimentaires à long terme. Bien que l'exode rural et l'urbanisation s'accélèrent, l'agriculture familiale locale fait encore vivre près de la moitié de la population mondiale et produit 80 % de la nourriture. Les femmes y jouent un rôle déterminant en matière de production, de transformation et d'approvisionnement de marchés locaux. L'objectif de ce modèle encore majoritaire dans de nombreuses régions du monde, est de produire, de commercialiser, de transformer et de consommer de façon familiale, locale ou régionale. Ce sont ces dynamiques qu'il faut soutenir.

Des politiques agricoles et alimentaires locales et sous-régionales s'appuyant sur le milliard de paysan-nes du monde constitueraient un puissant levier de développement viable sur le plan écologique, économique, social et culturel. Cela n'a jamais été expérimenté à grande échelle… Une telle orientation suppose que les Etats se confrontent à des intérêts puissants : transnationales des semences, des OGM, agroalimentaires, gros propriétaires foncier. Ainsi au Brésil 45 % des terres sont possédées par des propriétaires qui ne constituent que 1 % de la population du pays… Cette situation inéquitable alimente la pauvreté et la violence.

Dans certains cas, des intrants judicieusement utilisés et une irrigation économes peuvent faire augmenter considérablement les rendements dans les pays où la productivité reste extrêmement faible. Mais compte-tenu de la cherté des engrais, de la toxicité des pesticides et de la raréfaction des ressources naturelles, la priorité est de développer les recherches en matière d'agriculture biologique localement adaptée.

L'agriculture biologique occupe aujourd'hui dans le monde 31 millions d'hectares de cultures et de pâturages certifiés et plus de 62 millions d'hectares de zones sauvages d'agriculture biologique certifiée. D'après le rapport *Agriculture biologique et sécurité alimentaire* de la FAO (2007), son développement peut être une réponse au problème alimentaire, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique. Les techniques d'agriculture biologique, d'agro-foresterie, de permaculture et de cultures sous couvert végétal favorisent la fixation des gaz à effet de serre (carbone) dans les sols et le maintien de la biodiversité qui permet une diversité de productions alimentaires et d'autres produits (fibres, plantes médicinales, etc.)

Revoir le modèle alimentaire

Fortement concentrées, les transnationales agro-alimentaires et la grande distribution pèsent énormément sur le commerce et les modèles agricoles et alimentaires. Le régime actuel des pays industrialisés et des urbains dans le monde entier est déséquilibré et cause de maladies (cardiovasculaires, cancers, diabète…). Ce modèle alimentaire comporte de plus en plus de viande - notamment viande rouge -, de produits laitiers, de sel, d'huiles et sucre raffinés… et insuffisamment de céréales complètes, de légumes et de fruits, de micro-nutriments, de fibres, et de certains acides gras.

L'alimentation de base était fondée - et le reste dans certains pays et régions du Sud - sur les caractéristiques suivantes :

– Combinaison de végétaux : céréales et légumineuses complètes, dont les compositions complémentaires permettent un équilibre dans les huit acides aminés essentiels des protéines ; oléagineux ; féculents ; fruits et légumes ; apports modérés en produits animaux (poisson, viande) et produits laitiers et oeufs.
– Alimentation peu transformée, peu emballée, produite, commercialisée et consommée localement.
– Agriculture faiblement mécanisée et utilisant une main-d'œuvre importante et peu d'intrants chimiques.
– Lien fort et direct entre les paysan-nes et la population locale.

– A partir de produits de base similaires, une grande diversité et inventivité alimentaire géographique et culturelle.

Ce mode alimentaire correspond parfaitement à un mode de production agro-biologique. Allant de pair avec une nécessaire réforme structurelle de l'architecture économique et commerciale mondiale basée sur le libre-échange, inventivité agronomique, respect de l'environnement, diversité culturelle, sobriété constituent, partout dans le monde, des leviers pour éradiquer la faim et la malnutrition.

Dans les pays riches, le développement des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), qui établissent un lien direct entre des productrices et producteurs locaux engagés dans des démarches écologiques et des consommateurs, vont dans ce sens. Si l'on se sent démuni face aux puissants mécanismes commerciaux mondiaux, on peut quand même agir à son échelle pour influer sur la faim dans le monde et la mal-nutrition dans nos pays… Actuellement, les importations européennes de produits agricoles représentent en moyenne la surface d'un potager de 300m2 au Sud par européen-ne. En renonçant à cette extension de notre empreinte écologique - qui se traduit par exemple par le fait de manger des fruits et légumes d'importation- pour se recentrer sur une territorialisation et une saisonnalité de la production et de consommation, on évite au moins de nuire aux pays pauvres…

Yveline Nicolas
Coordinatrice de l'association Adéquations

– Sélection d'autres articles d'Yveline Nicolas

Bibliographie

– *Nourrir l'humanité, les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXIe siècle*, Bruno Parmentier, La Découverte, 2007
– *Accorder l'accès à la terre*, Co-édition CRIDEV, PEKEA et Frères des Hommes, 2007
– *Nourrir la planète, Plate-forme pour la souveraineté alimentaire*, CNCD-11.11.11 et Editions Luc Pire, 2008
– *Agricultures et paysanneries des tiers-mondes*, Marc Dufumier, Khartala, 2004
– *Le Droit à l'alimentation*, Jean Ziegler, Mille et une nuits, 2003
– *Histoires des agricultures du monde du néolithique à la crise contemporaine*, Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, Seuil-Points, 2002
– *La Faim, la bagnole, le blé et nous : Une dénonciation des biocarburants*, Fabrice Nicolino, Fayard, 2007
– *Le Terrorisme alimentaire, comment les multinationales affament le tiers-monde*, Vandana Shiva, Fayard, 2001

Campagnes et actions collectives

– Cf. ci-dessous sites web de campagnes citoyennes
– Voir aussi notre rubrique sur les plaidoyers à l'occasion des élections européennes 2009

Exemple d'une approche par les droits humains (basée sur le droit à l'alimentation et les droits qui en découlent - droit à la terre, droit à la souveraineté alimentaire) : la **Campagne Faim zéro**
Lancée par Action Aid et Peuples Solidaires, elle vise trois objectifs : renforcer la mise en œuvre

contraignante du droit à l'alimentation ; garantir le droit des femmes à la propriété de la terre et à l'accès aux ressources naturelles ; empêcher les entreprises, en particulier les multinationales, de provoquer la famine en détruisant les ressources et la santé des populations pauvres et en altérant leur mode de vie.

Adéquations s'inscrit dans des réseaux et collectifs citoyens et participe à des initiatives communes, des réseaux et des plate-formes de concertation sur des enjeux liés notamment aux droits humains, à l'environnement, à l'agriculture et à l'alimentation durables.

Adéquations est membre de :
- Collectif français contre l'irradiation des aliments
- Appel des semeurs volontaires de biodiversité
- Action citoyenne pour une alternative aux pesticides)]
- Groupe Pac 2013
- Campagne **Soignons la Politique agricole commune**

- Rubrique Initiatives pour une agriculture et une alimentation durables
- Article Qu'est-ce qu'une alimentation durable ?
- Problème des agro-carburants

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article819